

nous capitalisons à 4 % ce revenu supplémentaire de 602,700,000 francs, cette capitalisation représente exactement un capital de 15 milliards 67 millions et demi.

Comme les arrérages des rentes françaises, bons du Trésor, bons de liquidation, qui sont exemptés de la taxe, ne sont pas compris dans ces chiffres, il faut ajouter aux 15 milliards ci-dessus désignés, les 12 milliards que représentent, en capital, les titres de rente émis par l'Etat depuis 1871. Nous arrivons ainsi à obtenir mathématiquement un peu plus du chiffre de 27 milliards que nous avons évalué comme représentant le montant total des sommes placées et épargnées par les capitalistes français depuis 1871 jusqu'au 31 décembre 1884.

* * *

Ces chiffres prouvent la vitalité et la richesse de notre pays, les ressources immenses dont il dispose.

La fortune publique s'est développée.

Malgré les discussions des partis, les crises politiques et financières, la fortune publique s'est, depuis 1871, considérablement accrue et, bon an, mal an, les capitalistes français perçoivent en revenus 1 milliard 100 millions de plus qu'ils ne recevaient avant la guerre. Ils ont économisé et placé plus de 27 milliards ; et, s'il est vrai de dire que c'est grâce aux économies réalisées avant 1870 que nous avons pu acquitter les 10 milliards dépensés pour la guerre, il est non moins juste d'ajouter que c'est grâce à l'augmentation de la fortune publique survenue depuis 1871, que nous pouvons faire face à un budget qui, pour l'Etat et les communes, exige annuellement 4 milliards et demi, c'est-à-dire 375 millions par mois, 12 millions et demi par jour. La France a travaillé et produit : elle a travaillé pour récupérer ce qu'elle avait perdu ; elle produit pour maintenir et développer sa prospérité, quelles que soient les défaillances passagères.

Ces chiffres prouvent encore, au point de vue financier, que, par la force même des choses, par l'afflux des

Nos valeurs montent et augmentent.